

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/62/Add.1
29 janvier 1993

ANGLAIS
Original : CHINOIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 22 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES
LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES
SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

Rapport présenté par M. Angelo Vidal d'Almeida Ribeiro,
Rapporteur spécial nommé conformément à la résolution 1986/20
du 10 mars 1986 de la Commission des droits de l'homme

Additif

Au paragraphe 7 du rapport qu'il présente à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/62), le Rapporteur spécial indique qu'il a fait figurer dans son rapport toutes les réponses reçues au plus tard le 15 décembre 1992 aux communications qu'il avait adressées aux divers gouvernements. Le Gouvernement de la Chine a envoyé une réponse le 8 décembre 1992; en raison, cependant, de la nécessité de la faire traduire, elle n'est parvenue au Rapporteur spécial qu'après la mise au point finale du rapport. Comme, cependant, elle a été reçue avant la date limite indiquée ci-dessus, le Rapporteur spécial souhaite la reproduire sous forme d'additif au corps de son rapport.

La réponse du Gouvernement chinois est conçue ainsi :

A. Politique fondamentale du Gouvernement chinois en matière religieuse

Le Gouvernement chinois a pour principe fondamental, en matière religieuse, de faire respecter et de protéger la liberté religieuse. L'article 36 de la Constitution de la République populaire de Chine dispose notamment que : "Les citoyens de la République populaire de Chine jouissent de la liberté religieuse. Aucun organisme d'Etat, aucun groupement social, aucun individu ne peut contraindre un citoyen à épouser une religion ou à ne pas la pratiquer, ni adopter une attitude

discriminatoire à l'égard du citoyen croyant ou du citoyen incroyant". De plus, les lois des régions d'autonomie nationale, le Code pénal, le Code civil, le Code électoral, la Loi relative au service militaire, la Loi relative à l'enseignement obligatoire et d'autres textes encore contiennent des dispositions claires et précises affirmant la liberté religieuse et l'égalité en droits des croyants. Il ressort de ces dispositions légales que les convictions religieuses sont, en Chine, entièrement laissées au libre choix de l'individu et relèvent de la vie privée de chaque citoyen. L'Etat respecte et protège le droit de chacun à la liberté religieuse et à une pratique religieuse normale. Les fonctionnaires qui portent indûment atteinte à la liberté religieuse des citoyens peuvent être poursuivis en vertu de l'article 147 du Code pénal.

B. L'allégation selon laquelle le Bureau chinois des affaires religieuses, l'Association bouddhiste tibétaine et les comités de gestion démocratique des monastères et des couvents domineraient la vie religieuse au Tibet

Comme de très nombreux pays, la Chine possède des bureaux des affaires religieuses à chaque niveau de l'administration. Ces bureaux ont pour principale fonction d'assurer une application cohérente des lois et règlements nationaux ainsi que de la politique gouvernementale en matière religieuse, de protéger le droit de chaque communauté religieuse de mener ses activités religieuses conformément à ses caractéristiques particulières, de coordonner les relations entre les organisations religieuses et laïques et les citoyens, et de favoriser le développement de relations amicales entre les sphères religieuses internationales et nationales fondées sur les principes de l'indépendance, de l'autonomie et de l'autogestion. Il s'ensuit qu'ils protègent la conduite d'activités religieuses normales sans cependant dominer la pratique religieuse. L'Association bouddhiste tibétaine et les comités de gestion démocratique des monastères cités dans la communication sont des organismes religieux démocratiquement élus par les moines et les religieuses du Tibet, qui bénéficient de la protection de la Constitution de la législation chinoises et mènent en toute indépendance et autonomie leur activité - pratiques religieuses, gestion des affaires religieuses à l'intérieur de la région autonome ou du monastère, selon le cas, et formation des novices. Si des organismes religieux de ce genre sont considérés comme "dominant" la pratique religieuse, il faudrait à n'en pas douter abolir les institutions religieuses de tous les pays.

C. La vie religieuse aujourd'hui au Tibet

Les Tibétains sont, dans leur immense majorité, des adeptes du bouddhisme tibétain. Aujourd'hui, sous la protection de la Constitution et des lois chinoises, les Tibétains sont entièrement libres de se livrer à des pratiques religieuses normales. Presque toutes les familles croyantes ont une petite pièce réservée aux écrits saints ou une niche contenant une statue du Bouddha. Chaque année, un million de pèlerins se rendent à Lhassa pour vénérer le Bouddha. Partout au Tibet on peut voir des croyants déployer des drapeaux de prière et ériger des empilements

de pierres. Des foules de croyants qui se prosternent font tourner les moulins à prières et adorent le Bouddha, se pressent à l'intérieur et autour des célèbres temples de Dazhao et d'ailleurs. Il existe à l'heure actuelle plus de 1 400 lieux de culte au Tibet, pour répondre aux besoins d'activité religieuse des masses croyantes. Depuis quelques décennies, des groupes religieux tibétains organisent également des activités religieuses de toutes sortes : ils ont créé à Lhassa une académie bouddhiste tibétaine et une maison d'édition des textes sacrés, dispensent des cours d'étude de ces textes dans les monastères les plus divers, publient des ouvrages en tibétain, font paraître un périodique intitulé "Le bouddhisme tibétain", organisent des rassemblements religieux de masse et des célébrations religieuses spéciales à Lhassa, et choisissent, conformément aux préceptes et à la tradition du Bouddhisme tibétain, la réincarnation de Bouddha lorsque le Bouddha vivant quitte ce monde. Pour répondre aux besoins des masses religieuses, les autorités centrales chinoises ont affecté plus de 400 millions de yuans à des fonds spéciaux, ont restauré le palais du Potala à Lhassa ainsi que les monastères de Dazhao, Drepung, Seram Gandan, Zhamchen (Rong) et d'autres célèbres centres monastiques tibétains, et ont aidé les milieux religieux tibétains à surmonter nombre de problèmes pratiques. Il est donc parfaitement clair que les activités et pratiques religieuses traditionnelles au Tibet bénéficient du plein respect et de l'entière protection du Gouvernement central chinois. Contrairement à ce qui est affirmé dans votre communication, la vie religieuse dans le Tibet d'aujourd'hui n'est en aucune manière "purement superficielle"; elle est au contraire très réelle et donne toute satisfaction aux masses des moines et laïcs tibétains.

D. L'arrestation et la condamnation de certains moines et religieuses tibétains

La protection de l'unité de l'Etat et de l'harmonie ethnique, et la prohibition de toute conduite qui porte atteinte à cette harmonie ou qui engendre la division ethnique sont des principes de base consacrés par la Constitution chinoise; ce sont également des devoirs fondamentaux qui s'imposent à chaque citoyen chinois. Depuis 1987 cependant, un petit nombre d'éléments séparatistes tibétains ont à plusieurs reprises préparé et fomenté des émeutes à Lhassa, siège du Gouvernement de la Région autonome du Tibet; non contents de brandir des pancartes pour l'"indépendance du Tibet" ils ont eu recours sans scrupules à la violence - frappant, cassant, volant, incendiant, et allant même jusqu'à user d'armes à feu contre des officiers en service et des citoyens. Leur comportement ne relève aucunement de la "manifestation pacifique"; ils bafouent de manière flagrante la Constitution et les lois de l'Etat. Aucun Etat souverain ne saurait tolérer des émeutes de ce genre, qui mettent en péril l'intégrité de la patrie et troublent l'harmonie ethnique ainsi que l'ordre social normal. Les mesures prises par le Gouvernement chinois pour faire cesser les émeutes et rétablir la situation n'avaient d'autre objet que de faire respecter la Constitution et la loi et d'empêcher des violations des droits civils des citoyens. Il est vrai que durant ces émeutes répétées, un petit nombre de moines et de religieuses qui prenaient part aux activités séparatistes et s'étaient

mis dans l'illégalité ont été, comme la législation l'exige, appréhendés, gardés et punis par les organes tibétains chargés de faire respecter la loi, mais cela n'est pas dû à leurs convictions religieuses. En Chine, croyants et incroyants sont égaux devant la loi et sur le plan politique; nul cependant ne peut enfreindre la loi au nom de ses convictions religieuses et aucun contrevenant ne peut se soustraire aux sanctions prévues. Jamais la pratique religieuse des masses croyantes n'a subi de restrictions ou d'ingérences de la part des autorités centrales; celles-ci n'ont certainement pas envoyé des troupes ou des forces de police se poster autour de monastères pour les isoler. L'allégation contenue dans votre lettre selon laquelle les autorités auraient annoncé en septembre 1991 que l'armée et la police étaient autorisées à ouvrir le feu sur les participants à des rassemblements et manifestations est pure invention. Votre lettre indique également que 10 lamas du monastère de Drepung, parmi lesquels Ngawang Buchung, auraient été incarcérés pour avoir traduit la Déclaration universelle des droits de l'homme. En réalité, les 10 lamas en question ont créé une organisation séparatiste illégale, réuni des renseignements secrets, passé la frontière en fraude, imprimé et diffusé de la propagande en faveur de l'"indépendance du Tibet" et participé aux émeutes qui ont éclaté à Lhassa en mars 1989 : ils ont donc été punis conformément à la loi.

E. L'islam au Xinjiang

Le Gouvernement chinois accorde depuis toujours de l'importance à la liberté religieuse des masses musulmanes du Xinjiang. Cette région autonome compte à l'heure actuelle 17 124 mosquées et plus de 4 000 autres lieux de culte. Il y a en moyenne davantage de mosquées par musulman que dans plusieurs Etats islamiques. Pour former les religieux islamiques, le Comité de gestion islamique de la région autonome, agissant sous le patronage du gouvernement, a mis en place l'école supérieure coranique du Xinjiang, qui accueille à l'heure actuelle plus de 500 élèves. Les allégations contenues dans votre lettre selon lesquelles nombre de mosquées et d'écoles coraniques auraient été fermées et des religieux arrêtés ne sont que vaines affabulations. Je voudrais à ce sujet souligner en particulier que le Xinjiang fait partie de la Chine depuis des temps anciens. Dans votre lettre, le Xinjiang est désigné du nom totalement incorrect de "Turkestan oriental", région qui en fait n'existe pas. Je souhaiterais que vous vous pénétriez de l'idée que dans l'exercice de vos fonctions de Rapporteur spécial vous devez vous conformer rigoureusement aux principes, énoncés dans la Charte, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect de la souveraineté des autres Etats.

F. La situation de trois membres du clergé catholique

Fan Xueyan, âgé de 86 ans, ancien évêque catholique de Baoding, a subi en 1983 une condamnation pénale à 10 années de prison pour la conduite d'activités compromettant la sécurité de l'Etat. Il a bénéficié d'une libération conditionnelle en 1987. Ayant contracté une

pneumonie et plusieurs autres affections, il a été admis en avril 1992 à l'hôpital, où il est décédé malgré le traitement d'urgence qui lui avait été administré.

Shi Chunjie, catholique, âgé de 71 ans, infirme et n'ayant personne pour prendre soin de lui, a été placé pour des motifs humanitaires par le gouvernement, dans un établissement destiné aux personnes âgées en 1990. En 1991, il a contracté une maladie à laquelle il a succombé malgré le traitement qui lui avait été administré.

Li Zhenrong, prêtre catholique, âgé de 73 ans, atteint d'un cancer du poumon, a été admis en novembre 1991 à l'hôpital, où il est décédé, malgré le traitement qui lui avait été administré.

L'allégation contenue dans votre lettre selon laquelle les trois personnes précitées seraient mortes par suite de mauvais traitements est entièrement dénuée de fondement.

G. Quelques points concernant la lettre du Rapporteur spécial

Les questions soulevées dans votre lettre ont toutes reçues plusieurs réponses claires et approfondies de la mission chinoise dans des lettres de 1990, qui sont reproduites dans le rapport présenté par le Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session (E/CN.4/1991/56). Deux ans plus tard cependant, les mêmes questions, déjà élucidées, réapparaissent dans votre lettre sans qu'aucune mention soit faite des réponses de la mission. Voilà qui est très difficile à comprendre.

Votre lettre évoque la situation de plus de 300 personnes, et vous demandez à la mission chinoise de répondre le 10 décembre au plus tard, c'est-à-dire dans un délai de 20 jours. La procédure relative aux communications laisse aux gouvernements 90 jours pour répondre aux accusations portées dans les communications. Avoir limité à 20 jours le délai imparti au Gouvernement chinois pour répondre n'est pas seulement injuste; c'est aussi contraire au règlement. J'espère que ce genre de choses ne se reproduira pas. En dépit de ce qui précède, le Gouvernement chinois a bien voulu poursuivre encore quelque peu sur la voie de la coopération et, ayant procédé à des recherches, a fourni une réponse aux questions susmentionnées.
